

Dr Stefan Flachsmann

Avocat au barreau de Zürich
Chargé de cours de droit pénal militaire à l'Université de Zürich
Chef du groupe Instruction de la Justice Militaire dans l'Etat-major
de l'Auditeur en chef

Maître Patrick Fluri

Procureur du Canton de Schwyz
Auditeur du Tribunal Militaire 7

Dr Bernhard Isenring

Avocat au barreau de Zürich
Auditeur du Tribunal Militaire 6

Maître Stefan Wehrenberg

Avocat au barreau de Zürich
Chef du groupe Droit de la Justice Militaire dans l'Etat-major
de l'Auditeur en chef

Tables du droit pénal militaire

Traduit de l'allemand par

Maître Anne-Sophie Guillaume-Bueche

Avocate au barreau de Fribourg
Auditeur du Tribunal Militaire 1
Juge d'instruction auprès des Forces aériennes

Dr Roberta Arnold, LL.M.

Avocate, juriste auprès du Ministère public de la Confédération
Juge d'instruction du Tribunal Militaire 8
Aspirant Juge d'instruction auprès des Forces aériennes

2^e édition

Schulthess § 2010

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros de page)

ABRÉVIATIONS	XIX
BIBLIOGRAPHIE	XXI
§ 1 Définitions	3
1. Les obligations militaires en tant qu'obligations fondamentales	3
2. Notions de base	4
§ 2 Introduction: Domaine d'application et compétences	6
1. Domaine d'application	6
1.1 Contenu	6
1.2 Personnes soumises au droit pénal militaire	6
1.3 Applicabilité du droit pénal militaire	7
2. Compétences	7
2.1 Compétence pour appliquer le droit pénal militaire	7
2.2 Compétence pour appliquer le droit pénal ordinaire	8
3. Résumé	8
§ 3 Domaine d'application du droit pénal militaire	9
1. Conditions matérielles et personnelles	9
1.1 Principe	9
1.2 Soumission au droit pénal militaire indépendante de la personne de l'auteur	9
1.3 Soumission au droit pénal militaire pour avoir participé à une infraction purement militaire	10
1.3.1 Principe	10
1.3.2 Récapitulation: soumission au droit pénal militaire et formes de participation	11
1.4 Soumission au droit pénal militaire en raison de la personne de l'auteur	12
1.4.1 Conditions de soumission et éléments constitutifs de l'infraction	12
1.4.2 Personnes astreintes au service militaire (art. 3 al. 1 ch. 1 ainsi que ch. 3 et 4 CPM) .	13
1.4.3 Personnes astreintes à se présenter au recrutement ou "conscrits"	14
1.4.4 Employés de l'administration militaire (art. 3 al. 1 ch. 2 CPM)	15

1.4.5	Personnel militaire, membres du corps des gardes-frontière et personnes effectuant un service de promotion de la paix (art. 3 al. 1 ch. 6 CPM)	16
1.4.6	Employés et mandataires civils (art. 3 al. 1 ch. 8 CPM)	17
1.4.7	Cas particulier: Soumission au droit pénal militaire durant un engagement à l'étranger (art. 3 al. 2 CPM)	18
1.5	Délimitation entre les art. 3 al. 1 ch. 2, 6 et 8 CPM pour savoir quelle disposition fonde la soumission au droit pénal militaire	19
1.6	Délimitation de la soumission au droit pénal militaire en raison du critère du port de l'uniforme	20
2.	Délimitation du domaine d'application du droit pénal militaire par rapport à celui du droit pénal ordinaire (art. 8 CPM)	21
3.	Conditions de temps (art. 2 CPM)	22
4.	Conditions de lieu (art. 10 al. 1 CPM)	22
§ 4 La compétence des Tribunaux en droit pénal militaire		23
1.	Compétence de la juridiction pénale militaire	23
1.1	Cas ordinaire: compétence en raison de la soumission de l'auteur au droit pénal militaire	23
1.2	Cas spécial: compétence des Tribunaux militaires en raison d'une infraction à la législation fédérale sur la circulation routière (art. 218 al. 3 CPM)	24
1.2.1	Personnes astreintes au service militaire durant leur service militaire (art. 3 al. 1 ch. 1 CPM)	24
1.2.2	Personnes astreintes au service militaire en-dehors de leur service militaire (art. 3 al. 1 ch. 3 et 4 CPM)	26
1.2.3	Militaires de métier, militaires contractuels, etc. (art. 3 al. 1 ch. 2 et 6 CPM)	28
1.2.4	Digression: collision entre civils et militaires	30
1.3	Cas spécial: compétence des Tribunaux pénaux militaires pour des infractions à la LStup (art. 218 al. 4 CPM)	31
1.3.1	Situation de base	31
1.3.2	Digression: possibilités d'appliquer le droit pénal militaire ensuite d'une consommation de quantités minimales de stupéfiants	32
1.4	Autres cas spéciaux	33
1.4.1	Compétence en cas de participation de civils à une infraction (art. 220 CPM)	33
1.4.2	Compétence en cas de commission additionnelle d'infractions au CPM et au droit pénal ordinaire par le même auteur (art. 221 CPM)	34
1.4.3	Conflits de compétence (art. 223 CPM)	34
1.4.4	Digression: délimitation de compétence entre la procédure pénale militaire et la procédure disciplinaire	34

2.	Délimitation de compétence entre Tribunaux militaires	35
2.1	For d'incorporation (art. 26 et 27 PPM)	35
3.	Digression: compétence en matière de droit des gens (droit pénal international)	36
§ 5 Construction d'une infraction en droit pénal militaire		39
§ 6 Existence d'une infraction		40
1.	Introduction	40
1.1	Les formes fondamentales d'infractions	40
1.2	Définition du comportement punissable dans le code pénal militaire	40
1.3	Définition du comportement punissable en droit pénal militaire de la circulation routière	41
2.	Existence d'une infraction intentionnelle de commission	42
3.	Existence d'une infraction intentionnelle d'omission	43
3.1	Infraction d'omission proprement dite	43
3.2	Infraction d'omission improprement dite	44
4.	Existence d'une infraction par négligence	45
4.1	Infraction de résultat par négligence	45
4.2	Eléments constitutifs de la violation du devoir de diligence	46
4.3	Digression: l'infraction d'omission improprement dite par négligence	47
§ 7 L'illégalité		48
1.	Un comportement correspondant à la description d'une infraction est un indice d'illégalité	48
2.	Les motifs justificatifs les plus importants	49
2.1	Motifs justificatifs en droit pénal militaire	49
2.1.1	L'état de nécessité (art. 17 s. CPM, art. 17 s. CPS)	49
2.1.2	La légitime défense (art. 16 CPM, Art. 15 CPS)	50
2.2	Motifs justificatifs externes au droit pénal militaire	51
2.3	Motifs justificatifs extra-légaux	52

§ 8 La faute	53
1. Conditions de l'existence d'une faute	53
2. Cas particuliers	54
2.1 Acte punissable sur l'ordre d'un supérieur (art. 20 al. 2 CPM)	54
2.2 Conséquences juridiques d'actions commises en état d'irresponsabilité	55
§ 9 Participation de plusieurs personnes à une infraction	56
1. Aperçu des diverses formes de participation à une infraction	56
2. L'instigation (art. 23 CPM)	57
3. La complicité (art. 24 CPM)	58
4. Les co-auteurs	59
4.1 Règle générale	59
4.2 Exception	59
4.3 Récapitulation: conditions pour reconnaître un coauteur	60
5. Participation à des délits propres (art. 25 CPM)	61
6. Infractions spéciales de participation	62
7. Participation d'un supérieur: Ordre d'un supérieur (art. 20 al. 1 CPM)	63
7.1 Participation du donneur d'ordre sous forme d'instigation	63
7.2 Participation du donneur d'ordre sous forme d'auteur médiateur	64
§ 10 Peines	67
1. Peine privative de liberté (art. 34 s. CPM, art. 40 s. CPS)	67
2. Peine pécuniaire (art. 28 ss. CPM, art. 34 ss. CPS)	68
3. Travail d'intérêt général (art. 31 ss. CPM, art. 37 ss. CPS)	69
4. Amende (art. 60c CPM, art. 106 CPS)	70

§ 11 Mesures	71
§ 12 Autres mesures	72
1. Mesures liées à la personne de l’auteur	72
2. Mesures liées à des objets	73
2.1 Confiscation d’objets dangereux	73
2.2 Confiscation de valeurs patrimoniales	74
§ 13 Inscription au casier judiciaire et radiation	76
1. Principe	76
2. Contenu du casier judiciaire	76
3. Elimination de l’inscription	77
§ 14 Fixation de la nature et de la quotité de la peine	78
1. Exemption de peine	78
2. Les circonstances atténuantes	80
2.1 Effet des circonstances atténuantes sur la peine (art. 42a CPM, 48a CPS)	80
2.2 Catalogue des diverses circonstances atténuantes	80
2.2.1 Dans la Partie générale: motifs spéciaux d’atténuation	80
2.2.2 Dans la Partie générale: catalogue de l’art. 42 CPM, resp. art. 48 CPS	81
2.3 Dans la Partie spéciale	83
3. Les circonstances aggravantes	84
3.1 Concours (art. 43 al. 1 CPM, art. 49 al. 1 CPS)	84
4. Digression: influence de l’infraction la moins grave sur les limites de la sanction	85
5. Le concours rétrospectif (art. 43 al. 2 CPM, art. 49 al. 2 CPS)	86
5.1 Aperçu de la constellation du concours rétrospectif	86
5.2 Cas normal	87
5.2.1 Observation chronologique des faits	87
5.2.2 Façon de procéder pour juger l’infraction B	87
5.3 Cas spécial	88
5.3.1 Observation chronologique des faits	88

5.3.2	Façon de procéder pour juger les infractions B et C	88
6.	Mesure de la peine à l'intérieur du cadre déterminé	89
6.1	Composantes de la culpabilité liées au déroulement des faits	89
6.2	Composantes de la culpabilité liées à la personne de l'auteur	91
6.3	Critères basés sur la prévention	92
6.4	Autres critères	92
7.	Mesure de la peine pour les peines pécuniaires	93
7.1	Vue d'ensemble	93
7.2	Paramètres déterminant le montant du jour-amende	94
8.	Mesure de la peine en cas d'amende	95
9.	Choix du genre de peine	96
10.	Digression: combinaison de peines selon les art. 36 al. 4 CPM et 42 al. 4 CPS	97
11.	Récapitulation: la mesure de la peine	98
	§ 15 Le sursis à l'exécution de la peine	100
1.	Conditions	100
2.	Peines combinées (art. 36 al. 4 CPM, art. 42 al. 4 CPS)	101
3.	Succès de la mise à l'épreuve	102
4.	Délimitation: sursis ou sursis partiel à l'exécution de peines privatives de liberté	103
5.	Echec de la mise à l'épreuve	104
5.1	Effets sur la peine prononcée précédemment	104
5.2	Effets sur la nouvelle peine (art. 40 CPM, art. 46 al. 1 CPS)	105
6.	Digression: l'infraction de peu de gravité en tant que faute disciplinaire	106
	§ 16 Vue d'ensemble des infractions de droit pénal militaire	109

§ 17 Infractions d’insubordination	110
1. Désobéissance (art. 61 CPM)	110
1.1 Infraction intentionnelle	110
1.2 Infraction par négligence	110
1.3 L’ordre concernant le service en tant qu’élément constitutif d’infraction	111
1.4 Constellations possibles lors d’un refus d’obéir à un ordre illicite	112
1.5 Délimitation entre désobéissance au sens de l’art. 61 CPM et d’autres infractions ..	113
1.6 Digression: retour tardif	114
2. Voies de fait, menaces (art. 62 CPM)	115
3. Mutinerie (art. 63 CPM)	116
3.1 Vue d’ensemble relative à la mutinerie	117
4. Crimes ou délits contre une garde militaire (art. 65 CPM)	118
§ 18 Abus des pouvoirs conférés par le service	119
1. Aperçu des différentes infractions d’abus de pouvoirs conférés par le service	119
2. Abus du pouvoir de donner des ordres (art. 66 CPM)	120
3. Abus du pouvoir de punir (art. 67 CPM)	121
4. Suppression d’une plainte (art. 68 CPM)	122
4.1 Empêcher l’aboutissement d’une plainte ou d’un recours	122
4.2 Rapport inexact dans le cadre d’une plainte ou d’un recours (disciplinaire)	123
5. Usurpation de pouvoirs (art. 69 CPM)	124
6. Mise en danger d’un subordonné (art. 70 CPM)	125
7. Voies de fait, menaces (art. 71 CPM)	126
§ 19 Violations des devoirs du service	127
1. Inobservation de prescriptions de service (art. 72 CPM)	127
1.1 Exemples de prescriptions de service courantes dans la pratique, se rapportant à des devoirs hors du service	127
1.2 Infraction intentionnelle	128

1.3	Infraction par négligence (art. 72 al. 2 CPM)	129
1.4	Délimitation entre une prescription de service au sens de l'art. 72 CPM et un ordre au sens de l'art. 61 CPM	130
1.5	L'erreur de droit ou l'erreur sur l'illicéité lors d'une inobservation de prescriptions de service	131
2.	Abus et dilapidation de matériel (art. 73 CPM)	132
2.1	Éléments constitutifs de l'abus (art. 73 ch. 1 al. 1 et 2 CPM)	132
2.2	Éléments constitutifs de la dilapidation (art. 73 ch. 1 al. 1 CPM)	133
2.2.1	Infraction intentionnelle	133
2.2.2	Infraction par négligence	134
3.	Crimes ou délits de garde (art. 76 CPM)	135
4.	Violation du secret de service (art. 77 CPM)	136
5.	Faux dans les documents de service (art. 78 CPM)	138
5.1	Falsification au sens étroit (art. 78 ch. 1 al. 1 CPM)	138
5.2	Constatation fausse (art. 78 ch. 1 al. 1 CPM)	139
5.3	Utilisation de documents de service falsifiés (art. 78 ch. 1 al. 2 CPM)	140
5.4	Détruire ou faire disparaître des documents de service (art. 78 ch. 1 al. 3 CPM) ...	141
5.5	Délimitation entre les infractions de falsification du CPM	142
6.	Ivresse (art. 80 CPM)	143
6.1	Ivresse au sens étroit (art. 80 ch. 1 CPM)	143
6.2	Commission d'un crime ou d'un délit dans un état d'irresponsabilité dû à sa propre faute (art. 80 ch. 2 CPM)	144
6.3	Récapitulation: délimitation entre les deux variantes de l'art. 80 CPM	145
	§ 20 Infractions au devoir de servir	146
1.	Vue d'ensemble des art. 81-84 CPM: types et variantes d'infractions	146
2.	Refus de servir et désertion	147
2.1	Éléments constitutifs communs	147
2.1.1	Conditions objectives permettant de punir (art. 81 al. 6 lit. a à c CPM)	147
2.1.2	Élément constitutif subjectif: dessein de refuser le service militaire	148
2.2	Pure infraction d'omission (art. 81 al. 1 CPM)	149
2.2.1	Ne pas se présenter au service militaire (art. 81 al. 1 lit. b CPM)	149
2.2.2	Ne pas participer à la journée d'information ou au recrutement (art. 81 al. 1 lit. a CPM)	150
2.2.3	Ne pas rejoindre sa troupe après une absence justifiée (art. 81 al. 1 lit. d) CPM) ...	151

2.3	Infraction de commission: Désertion (art. 81 al. 1 lit. c CPM)	152
2.4	Cas spécial: Refuser d'exécuter un ordre concernant le service (art. 81 al. 1 lit. e CPM)	153
2.5	Infraction qualifiée (art. 81 al. 2 CPM)	154
2.6	Infraction privilégiée (art. 81 al. 3 CPM)	154
2.7	Infraction privilégiée (art. 81 al. 4 CPM)	154
3.	Cas particulier: Le refus de servir partiel	155
4.	Digression: Le cadre de la peine de l'art. 81 CPM	156
5.	Insoumission et absence injustifiée	157
5.1	Pure infraction d'omission (art. 82 al. 1 CPM)	157
5.1.1	Ne pas se présenter au service militaire (art. 82 al. 1 lit. b CPM)	157
5.1.2	Ne pas participer à la journée d'information ou au recrutement (art. 82 al. 1 lit. a CPM)	158
5.1.2	Ne pas rejoindre sa troupe après une absence justifiée (art. 82 al. 1 lit. d CPM) ...	159
5.2	Infraction de commission: Absence injustifiée (art. 82 al. 1 lit. c CPM)	160
6.	Insoumission par négligence (art. 83 al. 1 CPM)	161
7.	Inobservation d'une convocation au service militaire (art. 84 al. 1 CPM)	162
8.	Récapitulation	163
8.1	Délimitation entre refus de servir et insoumission	163
8.2	Examen de conscience dans le cas d'un refus de service d'avancement	163
8.3	Procédure pénale en cas de refus d'accomplir toutes les obligations militaires futures	164
§ 21 Infractions contre la puissance défensive du pays		165
1.	Service militaire étranger (art. 94 CPM)	165
1.1	Accomplissement d'un service militaire étranger	165
1.2	Enrôlement d'un Suisse pour le service militaire étranger (art. 94 al. 3 CPM)	166
2.	Mutilation (art. 95 CPM)	167
3.	Fraude pour esquiver le service militaire (art. 96 CPM)	168
4.	Violation de secrets militaires (art. 106 CPM	169
4.1	Révélation de secrets (art. 106 al. 1 CPM, 1 ^{ère} partie)	169
4.2	Recherche active de secrets (art. 106 al. 1 CPM, 2 ^e partie)	170

§ 22 Les infractions de droit commun	173
1. Lésions corporelles par négligence (art. 124 CPM)	173
2. Vol (art. 131 CPM)	174
2.1 Infraction de base	174
2.2 Infractions qualifiées	175
2.2.1 Vol au préjudice d'un camarade (art. 131 ch. 2 al. 2 CPM)	175
2.2.2 Vol dans un lieu où la troupe est cantonnée / logée (art. 131 ch. 2 al. 3 CPM)	175
2.2.3 Vol par métier (art. 131 ch. 3 CPM)	176
2.2.4 Vol en qualité d'affilié à une bande (art. 131 ch. 4 CPM)	176
2.3 Infraction privilégiée (art. 131 ch. 5 CPM)	176
2.4 Constellations possibles en matière de possession	177
3. Séquestration (art. 151a CPM)	178
4. Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel (art. 159a CPM)	179
5. Entrave à la circulation publique (art. 169a CPM)	180
5.1 Entrave intentionnelle à la circulation publique (art. 169a ch. 1 al. 1 CPM)	180
5.2 Entrave par négligence à la circulation publique (art. 169a ch. 1 al. 2 CPM)	181
5.3 Récapitulation: les relations entre l'art. 169a CPM et l'art. 90 LCR	182
6. Discrimination raciale (art. 171c CPM)	183
6.1 Inciter publiquement à la haine ou à la discrimination	183
6.2 Propager des idéologies visant à discriminer un groupe etc.	184
6.3 Abaisser ou discriminer publiquement une personne ou un groupe	185
6.4 Nier, minimiser grossièrement ou justifier des crimes contre l'humanité	186
6.5 Discriminer de manière active	187
6.5 Infraction privilégiée	187
§ 23 Vue d'ensemble des infractions de droit commun	188
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	188
2. Infractions contre le patrimoine	190
3. Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé	194
4. Crimes ou délits contre la liberté	194
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle	195

6.	Crimes ou délits contre la famille	196
7.	Crimes ou délits créant un danger collectif	196
8.	Crimes ou délits contre la santé publique	197
9.	Crimes ou délits contre les communications publiques	198
10.	Falsification de monnaie, de timbres officiels, etc...	198
11.	Faux dans les titres	198
12.	Crimes ou délits contre la paix publique	199
13.	Délits contre les intérêts de la communauté internationale	200
14.	Crime ou délits contre l'Etat et la défense nationale (sélection)	200
15.	Autres infractions	201
16.	Digression: Infractions contre la défense nationale etc.	202
 § 24 Particularités du droit de la circulation routière		205
1.	Domaine d'application	205
2.	Applicabilité de la partie générale du CPS	205
2.1	Principe	205
2.2	Exception: la punissabilité de comportements intentionnels ou par négligence	205
3.	Les normes pénales dans le droit de la circulation routière	206
4.	Procédure des amendes d'ordre (art. 1 ss. LAO)	207
5.	La violation des règles de la circulation en tant qu'infraction	208
5.1	Violation simple des règles de la circulation (art. 90 ch. 1 LCR)	208
5.1.1	Infraction intentionnelle	208
5.1.2	Infraction par négligence	208
5.2	Violation grave des règles de la circulation (art. 90 ch. 2 LCR)	209
5.2.1	Infraction intentionnelle	209
5.2.2	Infraction par négligence	210
5.3	Délimitation entre violations simples et graves des règles de la circulation	210
5.4	Aperçu des plus importantes règles de la circulation	211

6.	Digression: le principe de confiance (art. 26 al. 2 LCR)	212
§ 25 Les dispositions pénales les plus importantes de la LCR		213
1.	Conducteurs se trouvant dans l'incapacité de conduire	213
1.1	Infraction intentionnelle (art. 91 al. 1 et 2 LCR)	213
1.2	Infraction par négligence (art. 91 al. 1 et 2 LCR)	213
1.3	Infraction privilégiée (art. 91 al. 3 LCR)	214
1.4	L'état d'ébriété en tant qu'élément constitutif d'infraction	214
1.5	La procédure de contrôle de la capacité de conduire (art. 10 ss. OCCR)	215
1.6	Digression	216
1.7	Conduite en état d'ébriété et capacité pénale	217
2.	Faire échouer une mesure visant à déterminer l'incapacité de conduire	218
2.1	Récapitulation: violation des devoirs en cas d'accident et mise en échec d'une mesure visant à déterminer l'incapacité de conduire	219
3.	Violation des devoirs en cas d'accident (art. 92 LCR)	220
3.1	Infraction intentionnelle	220
3.2	Infraction par négligence	220
3.3	Infraction qualifiée	220
3.4	Les éléments constitutifs typiques d'une violation des devoirs en cas d'accident ...	221
4.	Vol d'usage (art. 94 LCR)	222
§ 26 Aperçu d'autres infractions		224
§ 27 Infractions à la LStup		225
1.	Consommer ou préparer la consommation	225
2.	Aperçu relatif à la punissabilité de la consommation de stupéfiants	226
3.	Concours d'infractions et relations entre l'art. 19a ch. 1 LStup et l'art. 19 ch. 1 LStup	228
REGISTRE DES MOTS-CLEFS		229

Dr. iur. Stefan Flachsmann

Avvocato iscritto all'Ordine degli avvocati del Canton Zurigo
Docente di diritto penale militare all'Università di Zurigo
Capo del gruppo istruzione della Giustizia militare, Stato maggiore
dell'Uditore in capo

Avv. Patrick Fluri

Procuratore Pubblico, Canton Svitto
Uditore presso il Tribunale militare 7

Dr. iur. Bernhard Isenring

Avvocato iscritto all'Ordine degli avvocati del Canton Zurigo
Uditore presso il Tribunale militare 6

Avv. Stefan Wehrenberg

Avvocato iscritto all'Ordine degli avvocati del Canton Zurigo
Capo del gruppo diritto della Giustizia militare, Stato maggiore
dell'Uditore in capo

Tavole di diritto penale militare

Tradotto dal tedesco da

Avv. Anne-Sophie Guillaume-Bueche

Avvocato iscritto all'Ordine degli avvocati del Canton Friburgo
Uditore presso il Tribunale militare 1
Giudice istruttore presso le Forze aeree

Avv. Dr. iur. Roberta Arnold, LL.M.

Giurista presso il Ministero Pubblico della Confederazione
Giudice istruttore presso il Tribunale militare 8
Aspirante Giudice istruttore presso le Forze aeree

2.a edizione

Schulthess § 2010

INDICE

(Le cifre si riferiscono alle pagine corrispettive)

§ 2 Introduzione: Campo d'applicazione e competenze	6
1. Campo d'applicazione	6
1.1 Contenuto	6
1.2 Persone assoggettate al diritto penale militare	6
1.3 Applicazione del diritto penale militare	7
2. Competenza	7
2.1 Competenza per l'applicazione del diritto penale militare	7
2.2 Competenza per l'applicazione del diritto penale "ordinario"	8
3. Riassunto	8
§ 3 Campo d'applicazione del diritto penale militare	13
1.4.2 Persone astrette al servizio militare (art. 3 cpv. 1 cifra 1 e cifra 3 e 4 CPM)	13
1.4.3 Persone tenute a presentarsi (art. 3 cpv. 1 cifra 5 CPM)	14
1.4.4 Impiegati dell'amministrazione militare (art. 3 cpv. 1 cifra 2 CPM)	15
1.4.5 Personale militare etc. (art. 3 cpv. 1 cifra 6 CPM)	16
§ 4 La competenza dei tribunali in ambito penale militare	23
1. Competenza della giurisdizione penale militare	23
1.1 Caso normale: competenza in seguito ad assoggettamento al diritto penale militare	23
1.2 Caso speciale: competenza dei Tribunali militari in caso di violazione della Legge Federale sulla Circolazione Stradale (art. 218 cpv. 3 CPM)	24
1.2.1 Astretti al servizio militare in servizio (art. 3 cpv. 1 cifra 1 CPM)	24
1.2.2 Astretti al servizio militare fuori servizio (art. 3 cpv. 1 cifra 3 e 4 CPM)	26
1.2.3 Militari professionisti e a contratto temporaneo etc. (art. 3 cpv. 1 cifra 2 e 6 CPM)	28
1.3 Caso speciale: competenza dei Tribunali militari in caso di violazione della Lstup	31
1.3.1 Situazione di base	31
1.3.2 Excursus: possibili applicazioni del diritto penali militare per consumo leggero di sostanze stupefacenti	32

§ 17 Insubordinazione	110
1. Disobbedienza (art. 61 CPM)	110
1.1 Reato intenzionale	110
1.2 Reato per negligenza	110
1.3 L'ordine concernente il servizio come elemento costitutivo di reato	111
1.4 Varianti in caso di rifiuto di un ordine illecito	112
1.5 Differenza tra disobbedienza ex art. 61 CPM e altre fattispecie	113
1.6 Excursus: rientro tardivo	114
7. Vie di fatto, minacce (art. 71 CPM)	126
§ 19 Violazione dei doveri di servizio	127
1. Inosservanza di prescrizioni di servizio (art. 72 CPM)	127
1.1 Esempi frequenti nella prassi di prescrizioni di servizio che prevedono obblighi fuori servizio	127
1.2 Reato intenzionale	128
1.3 Reato per negligenza (art. 72 Cpv. 2 CPM)	129
1.4 Differenza tra prescrizione di servizio ex art. 72 CPM e ordine ex art. 61 CPM	130
1.5 Errore sull'illiceità in caso di inosservanza di prescrizioni di servizio	131
2. Abuso e sperpero di materiali (art. 73 CPM)	132
2.1 Elementi costitutivi dell'abuso (art. 73 cifra 1 cpv. 1 e 2 CPM)	132
2.2 Elementi costitutivi dello sperpero (art. 73 cifra 1 cpv. 1 CPM)	133
2.2.1 Reato intenzionale	133
2.2.2 Reato per negligenza	134
§ 20 Violazione dell'obbligo di servire	146
1. Panoramica degli artt. 81-84 CPM: tipo di reati e varianti	146
2. Rifiuto di servizio e diserzione	147
2.1 Elementi costitutivi di reato comuni	147
2.1.1 Condizioni di punibilità oggettive (art. 81 Abs. 6 lit. a bis c CPM)	147

2.1.2	Condizioni di punibilità soggettive: dolo diretto di 1. grado relativo al rifiuto del servizio	148
2.2	Reato omissivo proprio (art. 81 cpv. 1 CPM)	149
2.2.1	Mancata comparizione ad un servizio a cui si è convocati (art. 81 cpv. 1 lit. b CPM) .	149
2.2.2	Mancata partecipazione alla giornata informativa o al reclutamento	150
2.2.3	Mancato rientro dopo un'assenza giustificata (art. 81 cpv. 1 lit. d) CPM)	151
2.3	Reato commissivo: diserzione (art. 81 cpv. 1 lit. c CPM)	152
2.4	Caso speciale: rifiuto d'eseguire un ordine (art. 81 cpv. 1 lit. e CPM)	153
2.5	Reato qualificato (art. 81 cpv. 2 CPM)	154
2.6	Reato privilegiato (art. 81 cpv. 3 CPM)	154
2.7	Reato privilegiato (art. 81 cpv. 4 CPM)	154
3.	Caso speciale: il rifiuto di servizio parziale	155
4.	Excursus: la commisurazione della pena ex art. 81 CPM	156
5.	Omissione di servizio e assenza ingiustificata	157
5.1	Reato omissivo proprio (art. 82 cpv. 1 CPM)	157
5.1.1	Mancata comparizione ad un servizio a cui si è convocati (art. 82 cpv. 1 lit. b CPM) .	157
5.1.2	Mancata partecipazione alla giornata informativa/reclutamento (art. 82 cpv. 1 lit. a CPM)	158
5.1.2	Mancato rientro dopo un'assenza giustificata (art. 82 cpv. 1 lit. d CPM)	159
5.2	Reato commissivo : assenza ingiustificata (art. 82 cpv. 1 lit. c CPM)	160
6.	Omissione di servizio per negligenza (art. 83 cpv. 1 CPM)	161
7.	Inosservanza di una chiamata in servizio (art. 84 cpv. 1 CPM)	162
8.	Ricapitolazione	163
8.1	Differenza tra rifiuto ed omissione del servizio militare	163
8.2	Esame di coscienza in caso di rifiuto di un servizio d'avanzamento	163
8.3	Procedimento penale in caso di rifiuto di tutti i gli obblighi militari futuri	164